

Inde : élimination de l'arsenic au Bengale occidental, l'eau potable se fraie un chemin

Dipak Das pédale son vélo à trois roues, les yeux rivés sur une circulation sans risques à travers les bosses, les trous de la circulation, les piétons, et la poussière. A l'arrière se trouve, sur un support plat, placé entre les deux roues arrières où se trémoussent 20 cruches remplies de sa précieuse marchandise fermement attachée – l'eau potable sans arsenic et filtrée.

Dipak livre de l'eau filtrée aux familles autour de son village du Bengale occidental à partir d'une colonne de puits communautaire, où un filtre de d'élimination l'arsenic, conçu et construit localement a été installé.

Les spécialistes en eau de l'Université des technologies et des Sciences du Bengale ont développé des filtres simples pour l'élimination de l'arsenic, à utiliser dans les colonnes de puits communautaires, sur l'ensemble du Bengale occidental, qui fournissent actuellement de l'eau potable et sans arsenic à plus de 33 000 personnes.

Dans ces villages, l'incidence de l'empoisonnement à l'arsenic a nettement baissé. Les populations disent mener une vie plus saine et plus productive. Une femme décrit les changements en ces termes : « j'avais l'habitude d'avoir des indigestions et une dysenterie chronique. Désormais, tous ces problèmes sont résolus et j'ai retrouvé l'appétit. Je dépensais 150 roupies (2,40 euros) par mois en médicaments ; à présent, j'épargne cet argent ».

Water for People, une organisation basée aux Etats Unis, a financé l'installation de 110 filtres. Elle a commencé à intervenir en Inde en 1996, à travers un petit programme pilote, pour aider à éliminer les menaces à la santé dues à la présence de l'arsenic dans l'eau en milieu rural.

Elle a assez tôt, noué un partenariat avec l'Université des technologies et des sciences du Bengale, pour développer une solution locale et durable. Après avoir mis en oeuvre un certain nombre d'options, l'Université a développé un filtre simple, incorporant de l'oxyde d'aluminium activé, pour l'élimination de l'arsenic. Il est utilisable dans les colonnes de puits communautaires.

L'unité de colonne de puits est en acier inoxydable, haute de plus de sept pieds, d'un diamètre de 12 pouces. L'eau s'écoule à travers 51 pouces d'oxyde d'aluminium activé, puis à travers une couche de gravier de huit pouces. Tous les huit à 12 mois, les matériaux de filtrage sont régénérés et les déchets contenus sans risque. Une unité de colonne de puits peut servir pour 300 familles et est prévue pour durer de 10 à 15 années et nécessite peu d'entretien.

Le filtre comprend une technologie simple, très efficace, fabriquée localement, facile à utiliser (sans care d'électricité), facile à entretenir et relativement peu coûteuse, (environ 1 300 euros) pour chaque colonne de puits. Le plus important, c'est que la technologie est durable et efficace pendant des années.

Les comités de l'eau ont été formés dans les villages, pour aider à mettre en oeuvre l'ouvrage, afin d'encourager la contribution et l'appropriation locales.

Eau potable et opportunité économique

Dipak Das livre de l'eau filtrée à 45 familles et gagne 2 800 roupies (45 euros) chaque mois : un bon niveau de vie par rapport aux normes locales. Il avait l'habitude de gérer un magasin de thé du bord de la route et travaillait plus longtemps et gagnait moins d'argent.



Dipak Das approvisionne en eau 45 familles à vélo et gagne 45 euros par mois. Photo : John Kayser, Water for people

Nouvelles

Informations thématiques, page 1-3

- Inde : élimination de l'arsenic au Bengale occidental, l'eau potable se fraie un chemin
- L'assainissement est le thème traité par le premier numéro du Waterlines après sa relance
- Revue des Services multi usages de l'eau depuis 5 ans
- Les femmes construisent leurs propres latrines

Nouvelles du GWA, page 4-5

- Rendre la qualité de l'eau plus "voyante", aussi bien pour les femmes que pour les hommes
- Les rôles Genre sont décisifs pour le succès du programme Eau pour les villes africaines

Nouvelles du Cap-Net, page 6-7

- Renforcement des capacités des organismes de bassin fluvial – apprendre à agir
- Argentine : « du fleuve, ils n'en rient pas »

Nouvelles de l'IRC, page 8-11

- Les contributions de l'IRC à la célébration de l'Année internationale de l'assainissement
- L'IRC contribue à la création d'une source libre sur l'eau et l'assainissement sur internet
- Partage d'informations : les Services multi usages de l'eau au 5ème Forum mondial
- Cinq publications sur des histoires, concepts et outils pour la gouvernance de l'eau

Nouvelles du CREPA, page 11-12

Semaine nationale de l'internet au Burkina : le mérite du réseau CREPA reconnu



Désormais, ses livraisons ne lui prennent que quatre heures par jour, lui laissant du temps pour effectuer d'autres activités.

Dans le village de Daharhuba, Nirmal De et sa famille comptent également sur les revenus générés par le filtre anti arsenic. Nirmal travaillait dans une usine de jouets plastiques qui a depuis fermé. Il a commencé à livrer de l'eau à seulement trois familles. Il est aujourd'hui passé à 50 tournées. A chaque fois, d'autres familles s'ajoutent.

Sumitra son épouse, est la concierge rémunérée, chargée du filtre. Elle passe quatre heures chaque matin et trois autres heures chaque soir, à actionner la pompe. Elle maintient la plate-forme propre tout au long de la journée et doit laver périodiquement le filtre à grande eau, pour assurer son efficacité. La station de pompage est devenue le centre névralgique de la communauté et dispose même d'un poste téléviseur, pour distraire les femmes pendant leur attente. Le fils



Nirmal De et sa famille comptent sur les revenus provenant du filtre anti arsenic.

de Sumitra, Sudip, apporte sa contribution au niveau de la station de filtrage et des livraisons.

Une série d'autres entreprises émergent autour des filtres anti arsenic. Certains fournisseurs vendent des jerrycans pour le transport de l'eau ; d'autres de la nourriture et des casse-croûtes au niveau de la colonne de puits. A chaque étape, un individu - comme Sumitra - gagne un salaire en recueillant et enregistrant les paiements de l'eau de la part des villageois. En 2006, Water for people a ouvert un bureau à Kolkata, avec le recrutement à plein temps de Rajashi Mukherjee comme coordonnateur de pays, pour faciliter le travail dans la région.

Par David Stevenson

Photos et contact: John Kayser, Water for people, 6666 W. Quincy Ave., Denver, CO 80235, USA, tel: 303.734.3476, (jkayser@waterforpeople.org)

Voir aussi les collections thématiques de l'IRC (TOP) (2007). L'arsenic dans l'eau potable par Branislav Petrushevski, Saroj Sharma, Jan C. Schippers (UNESCO-IHE) et Kathleen Shordt (IRC) au [\[www.irc.nl/page/33113\]](http://www.irc.nl/page/33113)

L'assainissement est le thème traité par le premier numéro du Waterlines après sa relance

Waterlines est un journal qui vise à établir le lien entre la recherche et la pratique. Il a été relancé en 2008, avec un thème par numéro. Pour marquer l'Année internationale de l'assainissement, l'édition inaugurale est consacrée au thème "Où en sommes nous avec l'assainissement ?"

Chaque numéro de Waterlines comprend au moins 80 pages d'articles de 4 ou 5 pages revues par les pairs, des articles de fond plus courts, une rubrique débats "Tirs croisés", "La page de notre correspondant de l'eau" et les revues.

Un des thèmes à développer courant l'année 2008 est le partage des connaissances et l'assainissement en Asie du Sud. Le premier thème est alimenté par des articles de l'IRC et des partenaires sur les leçons du programme de développement des ressources de l'IRC, avec 18 partenaires de pays. Le second comprendra des études de cas choisies à l'atelier des praticiens de l'assainissement de l'IRC/WaterAid Asie du sud au Bangladesh. Le thème du dernier Waterlines de l'année 2008 portera sur "la participation du secteur privé au niveau local".

Abonnements

Waterlines est publié par les Editions practical action et édité par le professeur de Développement international de l'eau,

Richard Carter de l'Université Cranfield, au Royaume Uni (RU). Le chargé de l'information et de la communication de l'IRC, Dick de Jong, est membre du Conseil éditorial de 14 membres, avec entre autres des experts en matière d'eau et d'assainissement de WaterAid, Oxfam, WEDC, UNICEF Inde, le WSSCC, la Banque mondiale et le DFID.

Lancé en 1982, pendant de nombreuses années, Waterlines s'est vendu à un prix bas et subventionné, qui n'a pas varié depuis janvier 2001. Il a été revu à la hausse, à cause de l'augmentation du volume et l'amélioration de la qualité et de l'accès au niveau électronique. Les coûts de l'abonnement annuel en 2008 sont :

- Abonnement institutionnel (en ligne et version papier) : 100 livres (150 euros, 200 dollars US)
- Abonnement personnel (en ligne et version papier) : 50 livres (75 euros, 100 dollars US)
- La version papier seule coûte 12,50 livres (25 euros)

L'abonnement combiné comprend l'accès en ligne à tous les anciens numéros du journal pendant la durée de la souscription. Les informations sur les abonnements groupés et à prix réduits pour les institutions des pays en développement sélectionnés sont

disponibles au (publishinginfo@practicalaction.org.uk).

Waterlines est publié en janvier, avril, juillet et octobre par : Practical action publishing, Centre Schumacher de technologie et de développement, Bourton on Dunsmore, Rugby CV23 9QZ, UK

Janvier 2008 : "Où en sommes nous avec l'assainissement ?"

Editorial : "... Tout le monde sait que, en dépit de notre conscience de la portée du problème, l'assainissement est le parent pauvre de l'approvisionnement en eau au niveau des allocations de ressources. Le triste constat est que l'assainissement n'a pas les mêmes intérêts politiques et donc ne bénéficie pas des mêmes priorités en matière de dépenses que l'approvisionnement en eau". Richard Carter p. 4.

Tirs croisés : 'Les mesures prises pour la couverture en assainissement pour l'atteinte des OMD sont incertaines, ne provoquant qu'un faux sentiment d'acquis', selon Kristof Bostoen et Barbara Evans. "... l'assainissement n'est pas à sa place dans la liste des cibles internationales : il se situe en haut, près de l'agenda sur le développement. En termes d'intérêt public, il vient après l'éducation, la santé et le VIH/SIDA. Il semble y avoir deux raisons à cette situation : 1. le manque d'assainissement suffisant est une expérience difficile n'encourageant pas les privilégiés à s'y engager ; 2. même lorsque notre secteur bénéficie de l'attention qu'il mérite, nous tendons à présenter une image

complexe de ce qui est nécessaire. « Nous nous accrochons aux technologies et "approches", au lieu de nous concentrer sur les résultats ». Barbara Evans, p 8.

Assainissement : sur la bonne ou sur la mauvaise voie ? Questions de suivi de l'assainissement et rôle du programme conjoint de suivi. Andrew Cotton et Jamie Bartam

Assainissement urbain : leçons d'expériences. Kevin Taylor

Une revue de la littérature sur les impacts du manque de santé et d'assainissement. Joanna Pearson et Kate Mcphedran

L'expérience de la première révolution sanitaire : il y a – t- il des leçons pour aborder la crise globale de l'assainissement d'aujourd'hui ? Maggie Black

L'utilisation des stations de transfert pour la gestion des boues fécales à Accra au Ghana. Niall L.D. Boot

Absorption limitée des leçons du passé : questions sur le thème de l'assainissement -1996

Faire bouillir la marmite – Prendre l'assainissement au sérieux a été le titre de l'édition de *Waterlines* que de janvier 1996 Dick de Jong de l'IRC a contribué à coordonner. La comparaison des principaux messages de cette édition à ceux de janvier 2008 révèle une absorption limitée des leçons du passé.

Quelques expériences pratiques de terrain :

Les populations sont au coeur de l'assainissement, pp. 2-4, Dick de Jong

Leçons opérationnelles d'un programme d'assainissement à Kerala, pp. 5-8, Auteurs : Kathleen Shordt, Balachandra Kurup.

Un exemple de succès en matière d'assainissement - les effets de la création de la demande au Bangladesh, pp. 9-11, Auteur : Derrick O. Ikin.

Un autre élément intéressant de comparaison des deux *Waterlines* sur l'assainissement est qu'en 1996, ils étaient huit (Co-) auteurs du monde en développement, contre zéro dans le numéro de 2008. Le nouveau *Waterlines* devrait régler ce problème dans les prochains numéros de 2008.

Dick de Jong

Revue des Services multi usages de l'eau depuis 5 ans

"Les Services multi usages sont perçus différemment selon des perspectives. Lorsque nous voyons quelqu'un irriguer des tomates, nous disons qu'il gaspille l'eau. Quand nous voyons la même situation, mais dans la perspective de l'utilisateur ; nous disons qu'il fait une utilisation économique de l'eau". (Johny Hernández, technicien de l'eau, Honduras)

Il y a cinq ans, en janvier 2003, s'est tenu un colloque international à Johannesburg en Afrique du Sud (voir [www.musgroup.net/page/425]) et qui a abouti à la formation du groupe MUS sur les Services

multi usages de l'eau et un certain nombre d'initiatives de recherche, notamment pilote. Les praticiens, les chercheurs et les preneurs de décision de 14 pays ont partagé des articles et des expériences sur les aspects positifs et négatifs des Services multi usages de l'eau. Après cinq ans, il est temps de faire une revue sur ces questions et de discuter des progrès. Ce sera l'événement principal du groupe MUS en 2008. Le prochain article discutera des préparatifs de ce colloque qui se tiendra à la fin 2008, en Ethiopie. Le colloque sera également un événement préparatoire du 5ème Forum mondial de l'eau qui

se tiendra en mars 2009 à Istanbul. Les Services multi usages de l'eau y ont été identifiés comme thème principal.

Nous attendons avec intérêt votre participation à ces événements et pour discuter de vos expériences en matière d'appui à la fourniture de meilleurs services d'eau. Etes-vous d'accord avec Johny du Honduras ?

Stef Smits (smits@irc.nl) et John Butterworth (butterworth@irc.nl), Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC)

Les femmes construisent leurs propres latrines

"Les expériences des femmes en milieu rural à Kerala construisent leurs propres latrines" est l'un de quatre articles courts du "Quoi de neuf ? ". En Inde, dans l'état de Kerala, le projet d'équipements en latrines de l'IRC et de la Socio-economic unit foundation (SEUF), a été couronné de tant de succès qu'il sera bientôt suivi d'un autre. ONG de la connaissance des Pays Bas, intervenant dans le secteur de l'assainissement, l'IRC collabore avec son homologue indien SEUF. Le projet Femmes, bien-être, travail, déchets et assainissement (4Ws en anglais) du Bangladesh, de l'Inde et du Sri Lanka se concentre sur les femmes célibataires des ménages pauvres à l'intérieur et autour du centre urbain. La formation des femmes pour entretenir les infrastructures sanitaires et les encourager à prendre la responsabilité de ces ouvrages, améliore non seulement leur qualité, mais également leur position dans la société.

"Les femmes construisent les infrastructures sanitaires, séparent et compostent les déchets solides, en assurent la gestion, gagnent ainsi leur vie et le respect. Ces ouvrages aident à réduire les problèmes de santé ; par exemple, elles mêmes n'ont plus besoin de se faire du souci pour faire leurs besoins ; ce qui les aide par exemple, à 'éviter les infections urinaires. L'intention des femmes est de disséminer ce concept et les avantages liés à l'hygiène y afférant. En outre, les hommes reçoivent des informations sur l'hygiène et aident à payer les équipements. La capitalisation des résultats et le partage de l'information au niveau local et régional est censé provoquer 'un effet boule de neige'.

Voir la page de projet [www.irc.nl/page/227]



Formation des femmes à SEUF. Photo : Jaap Pels, IRC

Rendre la qualité de l'eau plus "voyante", aussi bien pour les femmes que pour les hommes

En général, le test sur la qualité de l'eau est réalisé pour faire le suivi de la maintenance et de l'opération des systèmes d'approvisionnement en eau. Au Yémen, CARE se sert de l'ensemble de test de Delagua (développé par OXFAM, reproduit par le Centre Robens pour la santé et l'hygiène publique de l'Université de Surrey) comme outil de sensibilisation pour une meilleure compréhension de l'eau potable et sûre dans les communautés villageoises.

« Nous avons appris à vivre avec et cela ne nous affecte pas », clament les femmes et les hommes des villages éloignés du Yémen, lorsque l'on leur explique que leur eau potable est infestée par des bactéries. Ils ne faisaient pas de lien entre la qualité de l'eau et la diarrhée dont leurs enfants souffrent depuis une quinzaine d'années. La conséquence est qu'un nombre élevé d'enfants souffrent d'insuffisance pondérale.

Les femmes puisent et stockent l'eau des ménages. La santé de la famille dépend de leur volonté d'améliorer la routine quotidienne. Cependant, celles du Yémen n'ont souvent pas leur mot à dire sur ces questions.

CARE intervient auprès des associations de femmes en milieu rural, pour l'amélioration de la quantité et la qualité de l'eau dans leur village. Après la construction des réservoirs avec lesquels les femmes transportent l'eau à la maison, chaque famille a reçu un filtre colloïdal argenté pour davantage traiter l'eau.

Test de la qualité de l'eau

Quand CARE a testé la qualité de l'eau, la presque totalité de la quantité utilisée par les ménages était toujours contaminée



Un échantillon d'eau filtrée. Photo : CARE Yémen

par des bactéries d'*Escherichia coli*, la principale cause de diarrhée. Bien que jusqu'ici les femmes et les hommes ont participé à la formation sur l'hygiène et l'assainissement, on constate peu de changements de comportement. Les filtres cassés ne sont pas remplacés ; les tuyaux perforés ne sont pas réparés.

La plus grande partie de l'eau utilisée dans les ménages est propre et semble potable pour les gens qui l'emploient. Pour comprendre que cela pourrait être une illusion, la contamination doit devenir visible. Pour qu'elles puissent le voir, les femmes ont été invitées à faire le test de l'eau elles-mêmes. Elles n'avaient jamais été impliquées dans un travail de "laboratoire". Sans avoir vu les femmes le faire, les hommes ont vite fait de remarquer que : « nous pouvons mieux le faire ». Après avoir été à l'école et voyagé loin de leur village, ils se sentent mieux outillés pour faire ces choses.

Un certain nombre de femmes sont alphabétisées. CARE a dispensé des cours aux femmes, par l'intermédiaire de leur association ; le manuel d'essai a été adapté dans un arabe simple, avec des images et des schémas, afin que les femmes puissent lire ce qu'elles font.

Une fois qu'elles ont vu la procédure d'essai, elles sont entièrement responsabilisées et se sont réparties les tâches sans hésitation. Le personnel du projet a expliqué le rapport entre l'essai, la qualité de l'eau et la santé. Les normes de l'eau Yémenite - OMS ont été expliquées, pour démontrer que la qualité de l'eau est une question à la fois Yéménite et internationale et qu'elles en font partie.

Le matin après l'essai, les femmes ont compté les bactéries d'*Escherichia coli*, qui apparaissent sous forme de points jaunes dans les échantillons. Elles ont comparé celles-ci à l'eau filtrée, où il n'y avait aucun de ces points. En dépit du fait que les deux échantillons d'eau semblaient "propres" avant l'essai, les femmes ont pu effectivement y observer les bactéries. Elles en ont été impressionnées ; cependant, elles sont toujours indécises quant au sens à donner à la situation et à la résolution du problème. La relation entre leurs connaissances nouvellement acquises sur l'hygiène et l'assainissement et les résultats de l'essai doit davantage se traduire en action.



Résultat : les bactéries sont de couleur jaune, les garnitures sans bactéries restent rouges dans la boîte de Pétri.

Les perspectives

La prochaine étape consiste à effectuer le même essai avec les hommes, qui sont un pilier dans la prise de décision communautaire. Si ces derniers comprennent le concept d'eau potable et encouragent et soutiennent des femmes, elles auront plus de pouvoir pour améliorer la situation de l'eau dans le ménage.

Les aspects et les conséquences de la qualité de l'eau, seront discutés encore avec les femmes et les hommes, notamment sur la façon dont ils peuvent améliorer la situation. « Voir, ce n'est pas faire ».

Conclusions

Les femmes du village étaient presque illettrées au commencement. Cependant, elles se sont révélées très capables de faire le test de la qualité de l'eau et de comprendre des résultats. L'essai sur la qualité de l'eau leur prouve que l'aspect propre de l'eau ne signifie pas toujours qu'elle est sûre. Au Yémen tribal, les hommes doivent également être convaincus que quelque chose doit se faire pour obtenir une eau de meilleure qualité. Ils doivent entreprendre le même essai sur l'eau, car cela aura un effet positif sur l'autonomisation des femmes. Les femmes devraient avoir le temps et disposer de l'espace nécessaire pour l'amélioration de la qualité de l'eau qui, combinée avec la connaissance de l'hygiène et de l'assainissement, devrait améliorer la situation de la santé de la famille.

Pour plus d'informations, contacter les auteurs : Stephany Kersten (stephany.kersten@careyemen.org), Ammatilla Ahmed à CARE International Yemen et Kaid Al Sidrayh au Centre de l'eau et de l'environnement, Université de Sana'a au Yémen

Les rôles Genre sont décisifs pour le succès du programme Eau pour les villes africaines

En 1999, UN-Habitat a lancé le programme Eau pour les villes africaines (EVA), pour aider 17 d'entre elles à aborder la crise urbaine de l'eau et à améliorer sa gestion et celle de l'assainissement. Pendant les 50 dernières années, les villes d'Afrique ont connu une croissance démographique explosive, avec des infrastructures d'eau et d'assainissement complètement à la traîne. Des millions de personnes souffrent des conditions très peu hygiéniques, tout en essayant de survivre, avec un niveau d'approvisionnement en eau incertain et parfois sans latrines.

Ce n'est donc qu'en intégrant le Genre et en impliquant toutes les parties prenantes que les personnes pauvres pourraient avoir une chance de disposer d'ouvrages d'AEPHA et que des solutions durables pourraient être trouvées. Avec le lancement de la phase II en 2003, l'Alliance genre et eau a commencé des activités d'intégration du Genre dans le programme EVA à travers des Evaluations participatives rapides en Genre (RGAs) dans chacune des 17 villes pilotes. Dans chaque ville, le GWA a recruté un facilitateur local qui a travaillé en partenariat avec les municipalités, le personnel d'UN-Habitat et les administrations locales des eaux et des égouts, pour faire la lumière sur les besoins et les intérêts des populations : femmes, hommes, jeunesse pauvre et vulnérable et personnes physiquement impotentes. Les groupes de personnes circulent dans les villes et les taudis, demandant les points de vue des populations, visitant les services publics et recueillant les données spécifiques par Genre.

Tout comme la production de rapport sur le statut des aspects Genre de l'accès aux infrastructures d'eau et d'assainissement et (l'absence d') équilibre Genre dans les institutions, les RGAs ont indiqué la nécessité de disposer d'infrastructures d'eau et d'assainissement sensibles au Genre dans toutes les villes, les maisons et les écoles.

Une autre conclusion intéressante est que : "l'illustration et les messages retrouvés dans les manuels portent sur les rôles traditionnels des garçons, des filles, des hommes et des femmes et qui perpétuent les rôles Genre ont maintenu les femmes dans la pauvreté et écarté les femmes et les filles".

Les évaluations ont eu pour conséquence la prise de conscience par les acteurs locaux des questions relatives au sexe, aux approches participatives et à la nécessité d'une action collective dans l'intégration du Genre dans les prestations de services d'eau et d'assainissement.

Le groupe d'experts conçoit une stratégie et des plans d'action

En 2005, les facilitateurs du GWA et plus de 50 fonctionnaires des services urbains d'eau et d'assainissement des 17 villes ont discuté les résultats des RGAs à une réunion du groupe d'experts sur les cadres stratégiques et des plans d'action pour l'intégration du genre.

Après l'atelier, deux consultants du GWA ont analysé les cadres et les plans dans un certain nombre de villes. L'intégration genre, ont-ils conclu, ne devrait pas être un exercice pour mettre les documents en langage 'correct', mais un vrai processus de renforcement des capacités des femmes et des hommes impliqués dans la mise en oeuvre. Une des principales recommandations est la nécessité de l'organisation d'une formation spécifique en Genre à l'intention des professionnels de l'ONU Habitat et ceux de l'eau. Cette session porterait sur la façon de 'générer' des programmes et des projets et de comprendre l'importance de la collecte de données désagrégées et selon le Genre et sur le suivi sensible au facteur égalité.

Ateliers de formation en Genre

En 2007, le GWA a organisé avec ONU-habitat, les ministères en charge de l'eau et d'autres parties prenantes, des ateliers de formation en Genre dans la plupart des villes du programme EVA, pour les personnes impliquées dans les processus décisionnels dans la gestion de l'eau et de l'assainissement, celle en charge de l'intégration Genre dans les ministères nationaux de l'eau. Elle s'adresse également aux personnes employées sur place dans le programme EVA.

La situation actuelle diffère d'une ville à l'autre. Certains mettent sérieusement en oeuvre les questions relatives au Genre, alors que d'autres doivent signer des CAs ou encore conduire leur première formation Genre pour les parties prenantes. En général, la contribution du GWA est appréciée et les parties impliquées dans les villes du WAC sont

Les villes impliquées

Le projet est mis en oeuvre à : Abidjan, en Côte d'Ivoire ; Accra, au Ghana ; Addis Abeba, Dire Dawa et Harar, en Ethiopie ; Bamako, au Mali ; Dakar, au Sénégal ; Dar es-Salaam, en Tanzanie ; Douala et Yaoundé, au Cameroun ; Jos, au Nigeria ; Kampala, en Uganda ; Kigali au Rwanda ; Lusaka, en Zambie ; Maputo, au Mozambique ; Nairobi, au Kenya et Ouagadougou, au Burkina Faso.

enthousiastes pour l'organisation d'autres formations en Genre et eau, pour le renforcement de leur expertise dans ce domaine.

Mme Jeanne Bushayija (jbushayija@yahoo.com), GWA-UNHabitat Coordinateur francophone du programme

Du secrétariat du GWA

Comme contribution à l'Année internationale de l'assainissement, le GWA développe, avec le réseau des Pays Bas, WASTE, un module de formation sur le Genre et l'assainissement, qui sera mis à la disposition des autres organisations. Ce module se compose de manuels de formation liés par exemple à l'éducation, à la santé ou à la GIRE. En même temps, le Secrétariat travaille dans d'autres domaines tels que le Genre, l'eau et la gestion des conflits. C'est ainsi qu'il recherche avec SaferWorld basé en GB, des exemples d'activités relatives à "Genre et eau" qui ont aidé à résoudre des conflits. L'intervention au niveau de Genre, eau et intégrité continue également et nous allons organiser un atelier vers la fin 2008, en vue de rédiger un précis politique décrivant les principales implications du Genre dans la corruption à différents niveaux. Une autre activité de routine consiste en l'élaboration d'un lexique de l'assainissement dans diverses langues, qui comprend tous les mots appropriés pour discuter ouvertement de sujets sensibles. Nous avons commencé par l'arabe. Si vous connaissez des cas significatifs et disposez d'informations à partager sur un de ces thèmes, bien vouloir nous le faire savoir. D'autres organisations et personnes peuvent profiter de votre expérience, le partage des exemples de succès et d'échecs étant au coeur du travail en réseau.

Joke Muijlwijk, directrice exécutive

Renforcement des capacités des organismes de bassin fluvial – apprendre à agir

La gestion durable des ressources en eau est un objectif important retenu au niveau international par beaucoup de pays, pour aborder les pénuries, l'injustice, la pollution et beaucoup d'autres problèmes relatifs à l'eau. Cette situation fait suite à la reconnaissance du fait que les effets en amont et en aval de l'utilisation de l'eau et sa pollution exigent une approche de bassin au niveau de la gestion.

Reconnaissant ces défis, ainsi que son mandat de renforcement des capacités, CapNet a appuyé des études de cas en 2007 sur la mise en œuvre de la GIRE, à travers des Organismes de bassin fluvial (RBO). Les études de cas ont été effectuées au Mexique, au Kenya, au Sri Lanka et en Malaisie, pour lesquelles l'UNESCO-IHE a un projet de compilation du rapport amélioré.

Au niveau de la capitalisation de ces dernières études, CapNet a développé des projets d'outils de renforcement des capacités des RBO. Des participants du Brésil, de l'Égypte, d'Éthiopie, d'Indonésie, du Kenya, de la Malaisie, du Mexique, de

Mozambique, des Pays Bas, du Rwanda, d'Afrique du Sud, du Sri Lanka, du Soudan, d'Ouganda et du Zimbabwe ont pris part au cours, pour tester les outils à Pretoria, en Afrique du Sud, du 14 au 18 avril 2008. Les outils seront utilisés pour d'autres cours en 2008/2009.

Une seule institution ne suffit pas

Carlos Diaz Delgado du Centre interaméricain des ressources en eau qui était impliqué dans l'élaboration de l'étude de cas mexicain, a répondu positivement. « Le cours était intéressant. Je comprends maintenant ce qui se passe en Afrique australe. Nous avons des institutions de l'eau plus développées (au Mexique), même si elles ne fonctionnent pas comme il se doit. Au moins, nous les avons et elles doivent faire quelque chose, conformément à la loi. Je perçois pourquoi les RBO devraient former un ensemble d'institutions ou de parties prenantes, parce qu'une seule institution ou organisation ne peut pas assurer ces tâches ».

Coletha Ruhanya du Rwanda a également trouvé le cours très utile. « J'ai appris

beaucoup de choses. Actuellement nous n'avons pas de RBO dans notre pays, alors j'ai trouvé qu'il y a beaucoup de choses à tirer de cette réunion et à partager au retour dans mon pays ».

Elle est l'une cinq rares femmes présentes à ce cours. Elle a affirmé que beaucoup plus de femmes devraient jouer un rôle dans les RBO. « La représentation des femmes est à la traîne. Nous devons trouver les moyens d'accroître leur participation à ces programmes, en les encourageant et en leur donnant la priorité, de même qu'en les motivant et les incluant dans nos discussions sur le secteur ».

Tommy Rosen, du Comité de Bassin, installé à Bulawayo et qui était opérationnel au Zimbabwe pendant un certain nombre d'années, a affirmé : « le cours m'a incité à penser à notre allocation et au côté financier. La plus grande chose que j'en rapporterai est le suivi ». S'il y avait une occasion de faire du renforcement de capacités dans son pays, la priorité consisterait à consolider les processus de participation des parties prenantes.

Argentine : « du fleuve, ils n'en rient pas »

Espacio Agua est une initiative que les organisations de la société civile, le gouvernement local, les réseaux, les universités, les compagnies et les professionnels ont développé en Argentine, avec pour mission de contribuer à la Gestion intégrée des ressources en eau, à travers le renforcement de la communication et des capacités et promouvoir la reconnaissance de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit de l'Homme.

Espacio Agua a été créé en 2005, lorsque la Fondation AVINA a invité les individus et les organisations à construire un espace ouvert pour préparer des sujets liés à l'eau. LA-WETnet en est devenu un membre fondateur.

Le 27 mars 2008, Espacio Agua a lancé la campagne "Del río no me río", un jeu de mot qui signifie en espagnol, « du fleuve, je ne ris pas ». La campagne cherche à alerter les populations sur l'état du bassin fluvial de Reconquista dans la province de Buenos Aires, en Argentine.

Le bassin fluvial couvre plus de 18 municipalités du Grand Buenos Aires, touchant 4,2 millions de personnes, environ 13% de la population totale du pays. Il s'étend sur une aire de 1600 km² et inclut 134 cours d'eau. De toute la population vivant dans le bassin, 60% (presque 2,5 millions) manquent de services d'assainissement. 90% des infrastructures d'assainissement qui existent rejettent les déchets dans le fleuve, sans un quelconque traitement. Environ 12000 sociétés industrielles sont installées dans le bassin et beaucoup rejettent également des déchets industriels non traités dans les fleuves : il s'agit d'une cause majeure de pollution.

Un bateau fluvial typique sert de vedette « Del río no me río » et comprend des outils tels que la documentation, le matériel de formation, des rapports techniques. Le bateau et les outils seront gratuitement mis à la disposition des usagers voulant apprendre davantage sur la gestion durable de l'eau. La campagne tiendra des réunions, participera au Comité de bassin et entreprendra un renforcement des capacités.

Pour plus d'informations et pour voir la présentation du fleuve Reconquista au [www.espacioagua.org.ar]

Source : Damian Indij (indij@fibertel.com.ar), LA-WETnet



Du fleuve, je ne ris pas. Photo : Cap-Net

Le changement climatique accroît la nécessité de mettre en place des stratégies de GIRE adaptables

Chaque année, des millions de personnes en Asie, en Afrique et en Amérique latine sont de manière temporaire ou permanente déplacées, à cause des inondations et des grandes sécheresses, des tragédies qui empirent avec le changement climatique.

CapNet et le Programme associé de gestion des inondations (APFM) de l'Organisation de la météorologie mondiale (OMM) développent un programme de renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique, avec des cours, dans le cadre de la gestion durable de l'eau. En mars 2008, une petite équipe de participants d'Afrique, d'Asie du Sud-est et d'Amérique centrale a visité l'OMM à Genève en Suisse, pour discuter des défis et planifier cette intervention critique.

Le principal cadrage consistera à l'utilisation de pratiques de gestion durable de l'eau pour aborder les variations extrêmes de climat dans les zones vulnérables. En effet, l'on s'attend à ce que la variabilité extrême du climat ait des impacts substantiels sur les ressources en eau et leur disponibilité.

Impacts significatifs

Le travail réalisé par l'OMM et d'autres institutions, basé sur des techniques de

modélisation climatique, prouve que l'émission de carbone produit déjà des variations significatives du climat au niveau global et en particulier, celui du cycle de l'eau. D'autres impacts consistent en des changements de la température, des précipitations, des niveaux de salinité des océans et en des épisodes croissants de conditions atmosphériques critiques.

Les gouvernements centraux et les communautés locales doivent pouvoir comprendre ces nouvelles situations extrêmes, pour mieux se préparer à faire face aux ravages qui s'en suivent.

A travers ce programme, l'OMM et CapNet apporteront une aide financière et technique, pour renforcer la résilience et atténuer l'impact du changement climatique. La participation des politiques et des décideurs et ceux qui sont souvent durement affectés dans les taudis urbains, les zones rurales et les installations côtières, est encouragée.

Un programme de formation est en cours de développement et servira au premier atelier de formation des formateurs, programmé pour se tenir en août 2008.

Développement des capacités dans l'intégrité, l'imputabilité et la transparence de l'eau

Un des principes clés de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est de la considérer au niveau le plus bas possible. Ce bon principe qui cache des défis dont l'un est que la prise de décision à ce niveau aboutit à moins de transparence et d'opportunités accrues pour lutter contre la corruption et les mauvaises pratiques de gestion des ressources en eau.

Dans le cadre de cette discussion élargie sur la gouvernance de l'eau, la Facilité de gouvernance de l'eau du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI), WaterNet et CapNet a commandité un état des lieux de l'intégrité et de l'imputabilité dans les activités de l'eau et les capacités appropriées dans la région de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (CDAA) en 2007. Le Botswana, le Malawi, la Mozambique, la

Namibie, l'Afrique du Sud et la Zambie ont été les pays touchés dans cette étude.

Recommandations

Le rapport a proposé un certain nombre de recommandations qui se résument ainsi :

1. Développer l'appui politique - au niveau de la CDAA, au sein des Etats membres et au niveau local.
2. Renforcer les capacités du personnel des entités étatiques chargées de la gestion de l'eau au niveau national et local.
3. Intégrer des initiatives du secteur de l'eau (telles que les réformes dans le cadre des approches GIRE et de la décentralisation), avec des initiatives anti-corruption plus élargies qui ne concernent pas que le secteur de l'eau (codes de conduite professionnelle, pactes du citoyen et campagnes de sensibilisation du consommateur) grâce à un forum ou une plate-forme appropriés.

En mémoire de Mariana Sell

Cap-Net a été récemment ému devant la solidarité internationale qui s'est exprimée dans les réseaux de renforcement des capacités du secteur de l'eau, à la mémoire de la défunte Mariana Sell. Les Amis de Maji na Ufanisi au Kenya, ont remis en état cette fontaine à eau en son nom. Mariana a oeuvré sans relâche pour le renforcement des capacités en Genre et eau au sein de l'Alliance genre et eau et Cap-Net Brésil. Un hommage lui a été rendu par ses collègues et amis, à qui elle manque énormément.



Photo: Ingeborg Krukkert, IRC

Pour plus d'informations, contacter : liliarrieta@hotmail.com ou kees.leendertse@cap-net.org

Les partenaires ont invité les principales parties prenantes des réseaux, à participer à un atelier sur cette question décisive de la gouvernance. Elle s'est tenue à Cape Town en Afrique du Sud les 29 et 30 avril 2008. Les résultats de la recherche ont été présentés aux participants d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du sud

La réalisation d'un nombre plus important d'activités de formation et le renforcement des capacités stimulera ce processus. Par ailleurs, une plus grande imputabilité sera considérée comme faisant partie de futurs régimes de gestion des ressources en eau.

Pour plus d'informations, contacter : Håkan Tropp (hakan.tropp@siwi.org)/ SIWI, Themba Gumbo (bgumbo@waternetonline.org)/WaterNet, ou Kees Leendertse (kees.leendertse@cap-net.org)/Cap-Net. Le rapport est disponible au [www.cap-net.org] ou par courriel : (info@cap-net.org).

Les contributions de l'IRC à la célébration de l'Année internationale de l'assainissement

D'ici la fin du premier trimestre 2008, l'IRC aura déjà contribué de plusieurs manières à la célébration de l'Année internationale de l'assainissement.

Contribution des Pays Bas aux solutions d'assainissement

Les membres du personnel de l'IRC ont contribué à élaborer les solutions des Pays Bas sur l'assainissement. L'édition de mars 2008 du magazine *Fait aux Pays Bas*, sera utilisée dans environ 60 événements internationaux majeurs de promotion, aux missions commerciales et aux ambassades et consulats des Pays Bas à travers le monde. [www.hollandtrade.com/vko/MIH/pdf/2008_03_Assainissement_Solutions_EN.pdf]. Pour ce numéro, l'éditeur, l'Agence de coopération et des affaires internationales (EVD) du ministère des Affaires économiques, a constitué une équipe avec les partenaires et le Partenariat de l'eau des Pays Bas (NWP) dont l'IRC est membre.

« L'assainissement n'est pas sexy »

« L'assainissement n'est pas sexy », selon Dick de Jong du Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC), cité dans le principal article *Solutions appropriées et accessibles* par Arjan Veering.

L'IRC est un cadre exclusif de collecte des connaissances et de leur partage avec les pays en développement.

« L'assainissement peut être vu comme le cendrillon des OMD, en dépit du rôle crucial qu'il joue. Après tout, il contribue directement à la réalisation de cinq autres OMD, dont la réduction de la mortalité infantile ». De Jong espère que l'Année internationale de l'assainissement aidera à changer la situation ; il souligne cependant que toutes les questions ne méritent pas qu'une solution soit trouvée à grande échelle. « Nous devons éviter de trop nous concentrer sur les chiffres, les latrines et les canalisations. Tout cela revient à parler de solutions appropriées et accessibles ».

Les solutions qui utilisent les faibles technologies constituent souvent une bonne option. L'IRC, avec un certain nombre d'autres organismes hollandais, a compilé un livret intitulé 'Solutions futées pour l'assainissement' qui " présente des exemples clairs de technologies d'assainissement accessibles, ainsi que celles de collecte, de transport, de

traitement et d'utilisation des produits de l'assainissement", écrit Veering.

Rendez-vous à la page d'accueil du livret sur les Solutions astucieuses d'assainissement. [www.irc.nl/page/28448]

Site web de la Journée mondiale de l'eau 2008 sur l'assainissement

Dans le cadre de son travail de plaidoyer, l'IRC a entretenu le site [www.worldwaterday.org] grâce au thème 2008 de l'assainissement, en appui à l'Année internationale de l'assainissement.

Bien que l'importance de l'assainissement fût le thème de la Journée mondiale de l'eau 2008, les marches et les prises de parole pour l'eau ont été les activités les plus populaires enregistrées au cours des manifestations organisées par les populations d'environ 40 pays et mises en ligne. Ce qui est intéressant, c'est que les organisations du monde en développement adhèrent mieux au thème de l'assainissement que ceux des pays développés.

Source weekly spécial sur la JME et l'assainissement

L'IRC a publié un numéro spécial de Source Weekly [www.irc.nl/page/168] sur la Journée mondiale de l'eau 2008 et l'assainissement, mettant en évidence certaines activités de divers pays.

Notes et nouvelles spéciales de l'AEPHA de l'ISY en milieu scolaire

Le thème de l'édition de mars 2008 porte sur l'AEPHA en milieu scolaire, pendant l'Année internationale de l'assainissement. Il met en évidence deux approches non traditionnelles :

- le Fonds de l'assainissement en milieu scolaire : la formation des jeunes pour tirer profit de ce marché de l'assainissement en Tanzanie, nécessite jusqu'à 15 000 euros d'investissement pour les projets d'assainissement en milieu rural de la part des partenaires de l'ONG hollandaise Simavi en Afrique et en Asie.
- donner la parole aux enfants : outils de plaidoyer et de sensibilisation pour l'ISY, dont un concours d'affiches à réaliser par les écoliers des pays en développement, par l'Organisation allemande des toilettes.

Téléchargement : [<http://www.irc.nl/page/39859>].

Atelier Asie du sud : les programmes d'assainissement et d'hygiène doivent atteindre les pauvres

Les participants à l'atelier des praticiens d'Asie du sud sur l'hygiène et l'Assainissement au Bangladesh ont identifié du 29 au 31 janvier 2008, cinq messages prioritaires disséminer pendant l'Année internationale de l'assainissement:

- Les programmes d'hygiène et d'assainissement doivent atteindre les pauvres et c'est dans ce sens que nous devrions orienter les partenariats
- Il faut plus d'orientations politiques et de fonds pour l'assainissement au niveau des pauvres en milieu urbain
- Les collectivités territoriales et les communautés ont un grand besoin de renforcement des capacités pour soutenir les services d'assainissement
- Les besoins des personnes handicapées doivent être pris en compte, pour réaliser l'assainissement pour tous
- La question de la récupération manuelle doit être identifiée.

Le groupe a commencé à évoluer vers le changement et soulève ces questions à la troisième Conférence d'Asie du sud sur l'assainissement (SACOSAN), programmée pour se tenir du 16 au 21 novembre 2008 à New Delhi, en Inde.

L'atelier, organisé conjointement par l'IRC, WaterAid et le BRAC, avec l'appui du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement (WSSCC) a rassemblé 53 praticiens intervenant en Asie du sud, y compris ceux qui ont une expérience spécifique du Népal, du Bangladesh, de l'Inde, du Pakistan Bhutan et du Vietnam. Ils travaillent pour une série d'organisations, y compris les ONG partenaires de l'IRC, WaterAid et le BRAC, de même que le personnel de pays de WaterAid.

Les participants ont accepté de travailler ensemble, pour prendre en compte les leçons de l'atelier dans les discussions et publications dans le secteur pendant l'année internationale de l'assainissement 2008 et créer une plateforme pour que la communauté et les perspectives de la société civile soient entendues à la Conférence sur l'assainissement de l'Asie du Sud (SACOSAN) 2008.

L'IRC contribue à la création d'une source libre sur l'eau et l'assainissement sur internet

Les investisseurs du Groupe des huit dirigés par le Partenariat national de l'eau des Pays Bas (NWP) et l'ONU-Habitat ont convenu de financer la phase suivante d'Akvo (eau en espéranto) à hauteur de 535 000 euros. Les outils, les méthodes, celles relatives au travail sur internet constituent le point central de cette nouvelle entreprise d'eau. L'objectif est de réduire le coût et la complexité de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement de base pour les pauvres du monde. Des engagements ont été pris au cours d'une cérémonie de signature pendant la Journée mondiale de l'eau de l'UNICEF, correspondant à la manifestation de Rotterdam aux Pays Bas. Le Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC) est un des membres fondateurs d'Akvo et apporte également des contributions en nature à la deuxième phase.

L'investissement qui comprend 425 000 euros de subventions en espèces et 110 000 euros d'appui en nature, permettra à Akvo de développer son produit de base, étendre son réseau global et achever ses mécanismes pour un prêt additionnel d'un million d'euros. C'est le deuxième financement pour Akvo, qui a été créé en automne 2006 et qui s'est développé avec 212 000 euros d'investissement initial du NWP et de ses partenaires de l'eau. Les nouveaux

investisseurs comprennent Aqua for all, la Banque d'ASN, le NEDAP, l'Union des commissions de l'eau et Simavi.

Trois composantes de base

Akvo développe trois composantes de base :

- un outil de partage des connaissances dans le secteur, appelé Akvopedia
- un système d'outil pour sélectionner et financer facilement et à bon marché les projets
- Une plateforme simple de production de rapport pour suivre les projets sur le terrain et partager les résultats.

Le site [www.akvo.org] ajoutera progressivement du contenu aux dernières composantes.

L'équipe Akvo a noué des relations avec des ONG, des instituts de microfinance à Bangalore. Elle est entrain d'assurer le financement de la Banque hollandaise de développement, l'OFM, pour mettre en œuvre un projet pilote en Inde.

Akvo a depuis mars 2008, signé des accords avec des partenaires d'exécution dans le monde en développement, pour soutenir plus de 75 projets cette année. Ces ONG partenaires sont : Femmes d'Europe pour un futur commun, Rain Foundation, une plateforme d'ONG du NWP, l'Institut international pour la communication et le développement (IICD), WASTE, Simavi, la Fondation

Practica, AquaEst et FODRA. Akvo est entrain de s'installer à la Haye, comme fondation à but non lucratif, conformément à la loi aux Pays Bas.

Appui de l'IRC

Le personnel de l'IRC a apporté des contributions importantes dans la première phase du processus de développement d'Akvo. La deuxième phase de la participation de l'IRC est susceptible d'inclure un appui de haut niveau et des conseils sur les aspects de micro finance d'Akvo. Ben Lamoree, directeur de l'IRC affirme : « nous avons décidé d'apposer notre signature à côté de celle des autres contributeurs à la célébration de la Journée mondiale de l'eau. Nous espérons qu'Akvo deviendra un autre canal, un autre partenariat, par lequel nous travaillons à la réalisation de nos objectifs, tels que fixés dans notre plan d'activités ».

Avko a été fondé par Thomas Bjelkeman-Petterson, un promoteur de produits en réseau sur la toile, reconnu sur le plan international. L'équipe d'Akvo est une équipe expérimentée et entreprenante qui combine l'expertise du IT/Internet et des secteurs de l'eau et de l'assainissement. Elle est inspirée par des projets tels que Wikipedia, e-Bay et YouTube. Les fondateurs sont le Partenariat de l'eau des Pays Bas (NWP), Green ocean et le groupe initiateur de mouvement.

L'action internationale va renforcer le droit à l'eau et les garanties de l'assainissement

Sur l'initiative des gouvernements allemand et espagnol, la 7ème Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies a élaboré un processus spécial sur les questions de droits de l'Homme, en rapport avec l'eau et l'assainissement, en mars 2008.

Un certain nombre de gouvernements se sont opposés à l'élaboration d'un nouveau processus spécial. Ce groupe s'est déchiré à cause d'un compromis qui ne mettrait pas en place un Rapporteur spécial, mais plutôt un expert indépendant. Certains gouvernements ont cherché à limiter le mandat du processus spécial à une année. Les gouvernements têtes de file et plusieurs amis – notamment le gouvernement belge – ont décidé en dernière analyse de retenir un expert indépendant ayant un mandat plein de trois ans ; cette dernière ligne a été soutenue.

Les premiers signes qu'un certain nombre de gouvernements étaient mal à l'aise face à l'adoption d'un nouveau processus spécial ont conduit les gouvernements initiateurs à donner la priorité "à la promotion et à l'échange des meilleures pratiques" comme mode de consensus fédérateur pour l'établissement d'une nouvelle procédure spéciale. Ces efforts, nonobstant des dispositions explicites pour permettre des visites de pays, ont été supprimés de la résolution finale. Les visites de pays ne sont désormais implicites que dans la résolution qui a été adoptée.

Le principal bémol à la résolution a été la description terminologique du mandat, au titre de la résolution et ailleurs. Toute mention d'un "droit à l'eau et à l'assainissement" a été supprimée, à cause des objections cinglantes de plusieurs gouvernements soutenant que de tels droits n'existent pas. Elle a été remplacée

par "Droits de l'Homme et accès à l'eau potable et à l'assainissement". Le projet de résolution a été adopté par consensus par la Commission, en mars 2008.

Ce processus a été le dernier point de transition pour le débat international très théâtral sur la le caractère "justiciable" des droits économiques, sociaux et culturels. Les gouvernements contestataires – maintenant en minorité dans la Commission des droits de l'Homme – se sont mobilisés, mais n'ont pas finalement pu bloquer la résolution. Cependant, la nécessité de l'adopter par consensus a commandé l'affaiblissement de la mesure retenue, en particulier dans le domaine de la description normative des droits en question.

Claude Cahn (claudecahn@cohre.org), Chef de la cellule plaidoyer, Centre des questions de logement et des expulsions (COHRE)

Cinq publications sur des histoires, concepts et outils pour la gouvernance de l'eau

Cinq publications éclairent à nouveau ce qui se produit quand la gouvernance de l'eau change au niveau intermédiaire et dans la communauté.

Les publications en anglais et en arabe narrent des expériences, esquissent des concepts et proposent en détail des outils pour améliorer la gouvernance de l'eau, sur la base de l'expérience de l'Égypte, de la Jordanie et de la Cisjordanie. Les livres, fournis gratuitement par l'IRC, capitalisent les résultats des scénarii du Projet de recherche et de développement participatif des ressources en eau d'Euro-Med (EMPOWERS) 2003-2007, conduit par CARE international/GB. EMPOWERS est financé conjointement par le Programme de l'eau de l'Union européenne (MEDA). Les autres parrains sont l'IRC, la PSO (Fédération des ONG néerlandaises qui soutient l'apprentissage et le renforcement des capacités de développement) et Human relief foundation.

Les cinq titres sont :

L'approche EMPOWERS à la gouvernance de l'eau

[\[www.project.empowers.info/page/2850\]](http://www.project.empowers.info/page/2850)

Le personnel de l'IRC s'enrichit de sept nouveaux membres

Pour s'adapter à l'expansion du travail contractuel sept nouveaux membres du personnel ont rejoint l'IRC ces derniers mois.

Russell Kerkhoven a rejoint l'IRC le 1er mai 2008, comme chef du service de l'Information et de la communication (InCo). Il succède à Rutger Verkerk, qui occupe à présent au sein de l'IRC le poste de coordonnateur du nouveau projet WASHCost 2008-2012.

Russell est titulaire d'une licence en anthropologie sociale (avec mention) de l'Université d'Etat de Utrecht (1984) aux Pays Bas, avec comme thèmes principaux : l'enseignement pour adultes et le développement rural, l'anthropologie économique de la même Université. Il obtenu en 1988 une maîtrise en sociologie (formulation politique et de planification), avec pour thèmes principaux : la planification de développement, la science de vulgarisation.

Au cours de la dernière année Russell a dirigé Blue Leaf – une organisation de consultation et de facilitation. Comme entrepreneur social, il s'est concentré sur l'apprentissage de l'expérience internationale et la qualité de la participation. Cette utilisation inclut des

Faire les choses autrement : expériences des collectivités territoriales sur la gouvernance de l'eau en Égypte, en Jordanie et en Palestine

[\[www.project.empowers.info/page/3286\]](http://www.project.empowers.info/page/3286)

L'approche EMPOWERS à la gouvernance de l'eau

[\[www.project.empowers.info/page/2850\]](http://www.project.empowers.info/page/2850)

Contexte et recommandations et principaux concepts

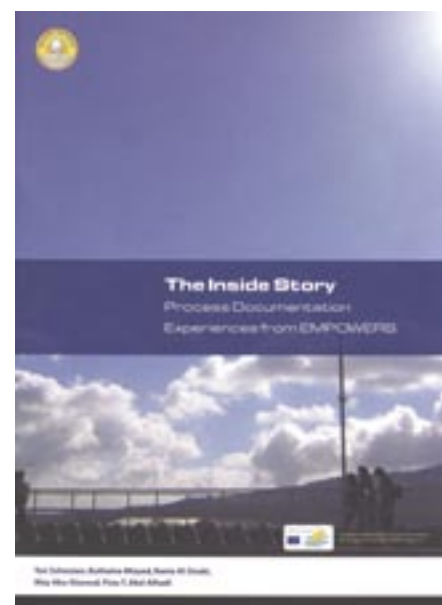
[\[www.project.empowers.info/page/3337\]](http://www.project.empowers.info/page/3337)

Morceau choisi : la documentation de processus

[\[www.project.empowers.info/page/3333\]](http://www.project.empowers.info/page/3333)

EMPOWERS d'un coup d'oeil

EMPOWERS est un projet régional de quatre ans exécuté de 2003 à 2007, dans lequel l'IRC est impliqué. Il a été piloté en Égypte, en Jordanie et en Cisjordanie. L'objectif était d'améliorer l'accès et les droits à l'eau à long terme pour les populations défavorisées dans les communautés locales, avec un contexte



de gouvernance locale améliorée de l'eau. Ce livret fait une présentation d'ensemble de l'approche développée et les projets pilotes.

[\[www.project.empowers.info/page/2945\]](http://www.project.empowers.info/page/2945)

Recevez des copies gratuites en contactant Rinske Koop (koop@irc.nl)

méthodes interactives, le développement de l'apprentissage interne et inter organisationnel. De 2004 à 2007, il était le responsable de la PSO dans les pays en développement, une association faîtière qui regroupe 40 organisations de la société civile des Pays Bas.

Peter Ryan a rejoint l'IRC en avril 2008 comme chargé de programme KDA. Précédemment, il était membre de l'équipe de Politique et de plaidoyer de WaterAid et a également travaillé comme chercheur et analyste indépendant. Il est titulaire d'une maîtrise en approvisionnement en eau et assainissement communautaire de l'Université de Cranfield.

Il a travaillé pour l'OMS au niveau des Nouvelles analyse et évaluation globales (GLAAS) et a été membre de l'équipe de politique de l'assainissement du DFID. Précédemment, il a été un planificateur de transport urbain, gérant et dirigeant les évaluations urbaines intégrées et les principaux projets de développement d'infrastructures en Europe et Asie.

Nick Dickinson a commencé le 1er avril comme chargé de programme pour le service Information communication (InCo). Il est titulaire d'une licence en chimie/biologie et d'une licence en géographie

politique ensemble avec distinction de l'Université d'Utrecht. Ensuite, il a étudié à l'Université d'Oxford en Angleterre, où il a obtenu sa maîtrise en Science de l'eau, politique et gestion et il a travaillé comme consultant.

Angela Broek a rejoint l'IRC depuis le 1er mars 2008, comme directeur des ressources humaines. Elle est détentrice d'une licence en sciences en Gestion des ressources humaines (BRH – en anglais) de l'Ecole de Haagse Hoger. Elle a depuis 2 000 exercé à divers postes de GRH au ministère des Affaires économiques, du "Consumentenautoriteit hollandais" et "de Nederlandse Mededingingsautoriteit" (deux organismes de réglementation publics aux Pays Bas).

Daniela Peis nous a rejoint comme auxiliaire chargé de la coordination des projets, Bureau des directeurs. Elle a une expérience de plusieurs années, à l'OICS, qui est une agence italienne qui encourage la coopération au développement dans les pays étrangers.

Rinske Koop a débuté en mars comme assistant de programme pour la section KDA et **Sharon de Haan** est arrivée à bord comme assistante de programme INCO.



Semaine nationale de l'internet au Burkina : le mérite du réseau CREPA reconnu

“Technologies de l'information et de la communication (TIC) et environnement” est le thème de la quatrième Semaine nationale de l'internet (SNI) qui s'est tenue du 18 au 26 avril 2008 à Ouagadougou, au Burkina Faso. A cette occasion le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA) a décroché “le gambré d'argent”.

Sur invitation du Secrétariat permanent du Conseil national pour l'environnement et le développement durable (CONEDD), le CREPA a participé au Salon international des TIC et de la bureautique de Ouagadougou (SITICO), organisé en marge de la manifestation du 23 au 26 avril.

Cette édition de la SNI avait pour objectif, de démontrer le potentiel des TIC dans la gestion et la préservation de l'environnement. Les TIC sont à l'heure actuelle un indispensable outil de travail pour le développement durable de nos sociétés ; cependant, lorsqu'elles sont mal utilisées, elles peuvent constituer un danger pour un domaine aussi vital que l'environnement. Selon M. Joachim Tankoano, le ministre burkinabé des Postes et des technologies de l'information et de la communication: «...les TIC contribuent pour 2 à 2,5% aux émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Toutefois, elles peuvent aussi être un puissant levier dans la lutte contre le changement climatique. Elles peuvent permettre un changement rapide et en profondeur des modes de vie, qui ont un effet négatif pour l'environnement ».

Au regard de la thématique, les acteurs du secteurs, dont le CREPA, ont participé au SITICO, un espace d'échanges et de découverte des dernières innovations technologiques et leurs applications dans le domaine de la préservation de l'environnement et de la valorisation des ressources naturelles.

Fidèle, à sa mission de vulgariser les bonnes pratiques en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement auprès populations démunies, le CREPA a saisi l'opportunité de ce salon pour présenter les supports d'information, d'éducation et de communication qu'il a conçus à cet effet. Au stand du CREPA, en plus des

supports imprimés (Info CREPA, EcoSan Info, affiches, dépliants, etc.), le public a pu visionner des supports numériques réalisés par l'institution. Cette participation du CREPA, à première vue, a paru un peu curieuse à plus d'un visiteur. C'est le cas de Rouamba Rodrigue : « A ce SITICO, on parle de TIC. Vous, vous travaillez dans le domaine de l'assainissement et vous êtes là. Pourquoi? ». Avec les explications fournies par l'ingénieur Yéni Yaro du CREPA, il a compris l'opportunité de cette présence: « Notre présence au SITICO est bien opportune. En effet, le CREPA en plus des recherches qu'il mène dans le domaine que vous citez, conduit également des activités dans le domaine du Système d'information géographique (SIG). Nous utilisons également des supports numériques dans les campagnes de sensibilisation que nous entreprenons auprès de nos cibles ».

En outre, le stand du CREPA a eu droit à la visite du Premier ministre du Burkina Faso, M. Tertius Zongo qui a reconnu la diversité et le professionnalisme croissant des acteurs du secteur. A propos de professionnalisme, celui du site web du réseau CREPA a été reconnu à sa juste valeur lors de la Nuit du web qui récompense les meilleurs sites au Burkina. A travers Hervé Tiendrebéogo, son webmaster, l'institution a décroché le “Gambré d'argent” dans la catégorie environnement.

En rappel, le “Gambré” est une expression tirée de la langue nationale mooré. Il désigne un filet et par extension une toile d'araignée. Selon les initiateurs de la Nuit du web, cette image sied bien à Internet, la toile mondiale.

Souleymane Zaré, (reseaucrepa@reseaucrepa.org). Pour les informations sur les autres prix [www.sni.bf/evenements/nuit-web/laureats.htm]

Formation

Promotion de l'hygiène : planification et gestion pour un changement de comportement, 10 - 20 novembre 2008, Burkina Faso. Organisation : Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (CREPA)

Objectifs de la formation

- renforcer les capacités des participants



Caption: Hervé Tiendrebéogo, le webmaster du CREPA arborant fièrement le trophée. Crédit photo: Giles Djagoun.

dans la planification, la mise en oeuvre et la gestion des activités relatives à la promotion de l'hygiène

- améliorer les connaissances relatives aux aspects clés de l'hygiène individuelle et environnementale
- introduire des concepts et des instruments susceptibles de favoriser une approche participative dans la conduite et l'animation des activités d'hygiène

Public cible : ingénieurs et techniciens sanitaires, responsables de planification et de gestion des programmes intégrant les volets eau et assainissement, sociologues.

*Responsable de formation : Coura Bassole Ndoye (crepa2@fasonet.bf),
Responsable pédagogique : Léocadie Bouda, (reseaucrepa@reseaucrepa.org)*

Evénements et conférences

Conférence internationale : « sur les sentiers de l'assainissement durable en Afrique », 24 - 27 septembre 2008, Ouagadougou (Burkina Faso).

Organisation : Consortium du réseau pour le développement d'approches durables pour la mise en oeuvre à grande échelle de systèmes d'assainissement en Afrique (NETSSAF)

Objectif : rassembler les membres du consortium NETSSAF avec les décideurs, les professionnels de l'assainissement, les praticiens et les scientifiques nationaux et régionaux, pour présenter les résultats du projet et discuter de futures tendances et directives au sujet de l'exécution à large échelle des approches d'assainissement durable dans les zones rurales et périurbaines en Afrique de l'ouest.

Thématiques :

- situation actuelle de l'assainissement en Afrique de l'Ouest ;
- atteinte des OMD en matière d'eau et d'assainissement en Afrique ;
- solutions techniques potentielles pour l'exécution à grande échelle de l'assainissement durable dans les zones rurales et péri-urbaines en Afrique ;
- la base de données de l'approvisionnement (...) et les organisations de transfert de technologie potentiel d'assainissement en Afrique de l'Ouest ;
- les systèmes de gestion appropriée de l'assainissement durable : l'approche participative de planification et d'exécution à grande échelle des projets d'assainissement ;
- les stratégies pour mener des campagnes de sensibilisation efficace permettant d'engager les acteurs appropriés dans le domaine de l'assainissement en zones rurales et périurbaines ;
- les stratégies appropriées du renforcement des capacités des acteurs en assainissement durable, selon des conditions locales des régions rurales et périurbaines de l'Afrique de l'ouest ;
- les recherches futures, développement technologique et stratégies de coopération

Il y a actuellement un nombre limité d'appel à communication toujours ouvert pour les auteurs intéressés.

Pour plus de détails sur cette conférence, visitez le site de la conférence : [\[www.netssaf.net/240.0.html\]](http://www.netssaf.net/240.0.html). Pour toute information complémentaire : M. Cheick Tidiane Tandia, Directeur général du CREPA (reseaucrepa@reseaucrepa.org) président du comité d'organisation. [\[www.reseaucrepa.org/page/1251\]](http://www.reseaucrepa.org/page/1251)

Publications

« Le News CREPA-Togo ». CREPA, Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût, Lomé, Togo

L'équipe du CREPA Togo vient de publier sa revue dénommée "Le News CREPA-Togo". Ce bulletin vise à diffuser les informations sur les activités de la Représentation nationale (RN). Le premier numéro aborde les sujets suivants : 2008, l'année de l'assainissement ; EcoSan, l'autre luxe des latrines ; une interview du directeur résident intitulée "l'acceptation de l'approche EcoSan au Togo" ; la course aux excréta hygiénisés : conseils pratiques. Des informations brèves sur les activités saillantes de la RN sont également présentées.

Contact : directeur résident, Représentation nationale du CREPA au Togo, BP 3689 Lomé

(Togo), Tél. : (228) 90 43 241, Courriel : crepatg@togo-imet.com

La gestion des déchets solides à Ouagadougou. Mas, Simon ; Vogler, Christian ; Cyrille Amegnran. La gestion des déchets solides à Ouagadougou.- Ouagadougou (BF): CREPA-siège, 2006.- 109 p. - tabl., graph., carte

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un stage au Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA). Il s'est agi essentiellement de réaliser un état des lieux des transformations en cours dans la filière de la gestion des déchets solides de la ville de Ouagadougou (Burkina Faso) et de recenser les filières de sa valorisation. Il s'avère que la mise en œuvre progressive du schéma directeur des déchets porte ses fruits même si certaines difficultés subsistent aux niveaux de la pré-collecte et de l'évacuation. Les auteurs ont formulé des recommandations pour l'ensemble des niveaux de la filière et pour les activités de valorisation des déchets. D'une manière générale, l'organisation est arrivée à un certain niveau de structuration et c'est la durabilité du système qui doit être recherchée, au moyen notamment du renforcement des capacités des acteurs et d'une meilleure mobilisation des ressources. Les activités de valorisation doivent pouvoir être rentables grâce à une bonne intégration entre les filières de récupération, les recycleurs et surtout les acheteurs.

Contact : Simon Mas (masfr2001@yahoo.fr); Christian Vogler (cvogler@student.ethz.ch); Cyrille Amegnran (amegcy@yahoo.fr), CREPA Siège 03 BP 7112 Ouagadougou 03 Burkina Faso, tél. : (226) 50 366210/11, fax : (226) 50 366208

Sources Nouvelles Edition Spéciale est publié tous les 3 mois par l'IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement) en collaboration avec le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA). *Sources Nouvelles - Edition Spéciale* existe en format papier et en format électronique.

Coordinateur/Editeur : Caridad Machín Camacho (camacho@irc.nl)

Contributeurs : Chrisje van Schoot, (chrisjevanschoot@gwalliance.org) ; Kees Leendertse (info@cap-net.org) ; Carolien van der Voorden (vandervoordenc!who.int) ; Marie Quenum, et Kabou Kadio (nouvellesource@yahoo.fr)

IRC International Water and Sanitation Centre, P.O. Box 2869, 2601 CW Delft, Pays-Bas
Tél. : +31(0)15 2192939, fax : +31(0)15 2190955, courriel : general@irc.nl, site web : www.irc.nl

Vous pouvez vous abonner à *Sources Nouvelles* édition électronique (et simultanément à *Sources Nouvelles - Edition Spéciale*) sur la page Web de *Sources Nouvelles* : www.irc.nl/source/lgfr/index.php ou bien en envoyant un courriel à l'adresse suivante : sources-nouvelles-request@smtp.antenna.nl avec en titre 'subscribe' et dans le corps du message : 'end'

Appel à contributions

Dans le cadre des activités du groupe Sources Nouvelles (SN), l'IRC et le CREPA ont créé un blog [<http://ircwsscc.wordpress.com/>]. Les lecteurs sont invités à partager leurs expériences avec les autres. Ainsi, les animateurs de SN pourront faire bénéficier ces récits au public de Sources Nouvelles Edition Spéciale.

L'idée est de faire connaître ces histoires dont vous êtes les auteurs. Cela va vous conférer une certaine reconnaissance de la part de vos pairs appelés à commenter votre récit. Par ce biais, SN veut que ses lecteurs soient proactifs dans le processus de collecte des informations et les aide à s'exprimer sur des sujets qui les intéressent le plus.

Les récits de terrain, écrits de préférence par des personnes avisées, en particulier ceux qui sont illustrés équilibrés et objectifs, seront les mieux appréciés.

Chaque histoire devra identifier un problème ou une situation, les principales interventions et les résultats qui en ont découlé. Les noms et prénoms des intervenants, ainsi que leur qualité doivent être mentionnés en cas de citation.

Bien vouloir nous envoyer votre histoire au : camacho@irc.nl ou par poste P.O. Box 2869, 2601 CW Delft, Pays Bas. L'histoire la plus commentée et la plus consultée sera publiée dans le prochain numéro de Sources Nouvelles Edition Spéciale.